

AVANT-PROPOS

Au commencement était le Verbe. Le Verbe n'a pas cessé de scander la longue marche de l'humanité. Napoléon disait que l'on mène les hommes avec des hochets. C'est traiter les hommes en enfants. Le jeu des honneurs, des promotions, des décorations, des médailles ne sert qu'à conduire le troupeau humain sur les champs de bataille, sur les bancs du Sénat, dans les fauteuils dorés des cours, des conseils, des gouvernements et des académies, vers le néant et le bûcher des vanités. Ce sont les mots qui font avancer les hommes, du moins dès lors qu'ils recèlent un contenu, qu'ils véhiculent une idée, qu'ils sont porteurs d'avenir. Où l'on distinguera les leurres de la rhétorique, l'éloquence creuse réduite à son articulation, à son squelette, à sa mécanique et la force des paroles qu'anime un souffle, les discours auxquels une conviction donne de la chair.

Il y a des mots qui portent celui qui les prononce et ceux qui les entendent au-dessus et au-delà d'eux-mêmes. Il y a des discours qui changent le cours des événements, le destin d'un pays, l'histoire

du monde, l'âme humaine. Ces rares rencontres entre un homme, une attente, une sensibilité, un peuple, un moment restent inscrites dans la mémoire collective. « Nouveau contrat », « nouvelles frontières », « de la sueur, du sang et des larmes », « la flamme de la Résistance française ne s'éteindra pas »... Deux mots parfois suffisent, une simple petite phrase, pour entrer dans l'immortalité. À plus court terme, le superbe discours prononcé par Nicolas Sarkozy à la porte de Versailles, le très beau texte dit par Ségolène Royal à Villepinte, la reprise sur le mode incantatoire par Barack Obama, le 27 juillet 2004, devant la Convention démocrate de Boston, de l'inusable thème du « rêve américain » ont constitué l'étape inévitable et le passage obligé qui ont fondé et légitimé leur candidature à la magistrature suprême. Plus récemment, le 18 mars dernier, en Pennsylvanie, là même où prit naissance le « pays des héros et de la liberté », le même Obama s'est peut-être ouvert les portes de la Maison Blanche par la grâce d'un discours d'une rare franchise et d'une élévation remarquable. Il y abordait et y traitait la question, depuis si longtemps ouverte et douloureuse, de la fracture raciale – question qui le concerne au premier chef et qui est cruciale à l'échelle entière des États-Unis.

Longtemps, l'impact de la parole a été limité, au moins dans un premier temps, à la portée matérielle de la voix. Quelques centaines, au mieux quelques milliers d'hommes, encore à condition qu'ils observassent le silence et que l'acoustique fût exceptionnelle, entendaient réellement ce que disait un orateur. D'où l'intérêt d'avoir une voix forte,

l'atout que représentait une voix mélodieuse et la facilité avec laquelle on pouvait étouffer une voix importune. Le Tribunal révolutionnaire prit peur et fit fermer les fenêtres de la salle d'audience alors que la foule commençait à s'amasser et à réagir aux véhémentes et tonitruantes protestations de Danton. À l'inverse, un chahut orchestré par quelques dizaines d'opposants suffit à couvrir le filet de voix de l'Incorruptible, le 9 Thermidor. Un célèbre document photographique nous montre Jaurès s'adressant à une foule immense lors d'un meeting au Pré-Saint-Gervais. Il est probable qu'au-delà du dixième, au mieux du vingtième rang, l'essentiel des propos du grand tribun se perdait dans l'air. À partir du premier tiers du xx^e siècle, la radio et trente ans plus tard la télévision ont changé la donne en ouvrant la possibilité inédite, pour des millions, puis des dizaines, puis des centaines de millions, puis pour la planète entière, d'entendre et de voir en direct, donc au même moment, non seulement un match de football, un concert ou un film, mais de suivre un débat ou d'entendre un discours.

Très vite, les dirigeants politiques ont compris l'intérêt, mesuré les avantages et perçu les risques inhérents à cette révolution technique. Roosevelt le premier, puis Blum et Churchill, Pierre Mendès France plus tard, se sont systématiquement adressés à leurs compatriotes par le biais d'entretiens familiers au coin du feu ou de discours solennellement mis en scène. Ce n'est pas sans raison que Charles de Gaulle, pendant la guerre, fut surnommé par ses adversaires, avec une ironie qui masquait mal le dépit, le « général Micro ». L'échec,

en 1961, du putsch d'Alger n'aurait été ni si rapide ni si total si des centaines de milliers de soldats du contingent, l'oreille collée au transistor, n'avaient entendu le président de la République mettre hors la loi le « quarteron de généraux en retraite » et leur « barrer la route » par « tous les moyens, je dis tous les moyens ». De leur côté, Philippe Henriot, Goebbels, Hitler et, plus près de nous, Castro ou Chavez ont compris et instrumentalisé à fond la démultiplication de la parole par la technique.

Voudrait-on, *a contrario*, la preuve de la puissance des mots, des mots qui soulèvent, des mots qui libèrent, des mots qui convainquent, on la trouverait dans l'hommage, éclatant comme celui que rend le vice à la vertu, que les dictatures ont dès l'origine rendu à la radio et à la télévision en organisant, partout où elles en sont maîtresses, le brouillage des ondes et, aujourd'hui, la censure de l'Internet. Si les mots n'avaient pas de pouvoir, si les mots n'avaient pas de vertu, il ne serait pas nécessaire d'interdire, voire de brûler les livres ; si les mots n'étaient pas la plus redoutable des armes, il n'y aurait pas besoin de fermer la bouche, définitivement, à ceux dont la parole inquiète ou exaspère les ennemis de la liberté, les adversaires de la vérité, les hommes du silence, de l'oppression et de l'obscurité.

Nous n'avons pas souhaité faire figurer dans ce recueil certains hommes dont les actes et les paroles ont indiscutablement marqué le siècle passé et dont l'éloquence était parfois remarquable, dans son registre. Ainsi ne trouvera-t-on pas ici les plus fameux morceaux d'Adolf Hitler ou de Benito

Mussolini, l'appel de Joseph Goebbels à la guerre totale ou l'encouragement de Mao Zedong soit à faire « s'épanouir cent fleurs », soit à « tirer sur le quartier général ».

Un fil ténu mais continu court le long de ce livre. Tous ceux dont nous avons réuni et présenté les textes, même s'il leur est arrivé de se fourvoyer, étaient ou se voulaient porteurs de lumière. Beaucoup ont payé de leur vie leur bonne volonté et leur engagement, en toute connaissance du danger où ils se mettaient en luttant pour la cause de la liberté, pour la cause de la paix, pour l'indépendance nationale ou pour la révolution. Assassins Jaurès, Gandhi, John Fitzgerald Kennedy, Martin Luther King, Salvador Allende, Anouar el-Sadate, Yitzhak Rabin et peut-être Arafat. Abattu, Ernesto « Che » Guevara. Cibles d'attentats, Charles de Gaulle ou Jean-Paul II. Condamné à l'exil et à l'errance, loin de son peuple, le dalaï-lama.

Les hommes tombent et disparaissent. Leurs paroles survivent et éclairent leur tombeau comme une flamme éternelle. Et ce sont ceux que l'on a fait taire qui nous parlent le plus fort.

DOMINIQUE JAMET

JEAN JAURÈS



**“LE COURAGE,
C’EST DE CHERCHER LA VÉRITÉ”**

(Discours à la jeunesse, lycée d’Albi, 30 juillet 1903)

Mesdames,
Messieurs,
Jeunes élèves,

C’est une grande joie pour moi de me retrouver en ce lycée d’Albi et d’y reprendre un instant la parole. Grande joie nuancée d’un peu de mélancolie, car lorsqu’on revient à de longs intervalles, on mesure soudain ce que l’insensible fuite des jours a ôté de nous pour le donner au passé. Le temps nous avait dérobés à nous-mêmes, parcelle à parcelle, et tout à coup c’est un gros bloc de notre vie que nous voyons loin de nous. La longue fourmilière des minutes emportant chacune un grain chemine silencieusement, et un beau soir le grenier est vide.

Mais qu’importe que le temps nous retire notre force peu à peu, s’il l’utilise obscurément pour des œuvres vastes en qui survit quelque chose de nous ? Il y a vingt-deux ans, c’est moi qui prononçais ici le

discours d'usage. Je me souviens (et peut-être quelqu'un de mes collègues d'alors s'en souvient-il aussi) que j'avais choisi comme thème : les Jugements humains. Je demandais à ceux qui m'écoulaient de juger les hommes avec bienveillance, c'est-à-dire avec équité, d'être attentifs dans les consciences les plus médiocres et les existences les plus dénuées aux traits de lumière, aux fugitives étincelles de beauté morale par où se révèle la vocation de grandeur de la nature humaine. Je les priais d'interpréter avec indulgence le tâtonnant effort de l'humanité incertaine.

Peut-être dans les années de lutte qui ont suivi, ai-je manqué plus d'une fois envers des adversaires à ces conseils de généreuse équité. Ce qui me rassure un peu, c'est que j'imagine qu'on a dû y manquer aussi parfois à mon égard, et cela rétablit l'équilibre. Ce qui reste vrai, à travers toutes nos misères, à travers toutes les injustices commises ou subies, c'est qu'il faut faire un large crédit à la nature humaine ; c'est qu'on se condamne soi-même à ne pas comprendre l'humanité, si on n'a pas le sens de sa grandeur et le pressentiment de ses destinées incomparables.

Cette confiance n'est ni sottise, ni aveugle, ni frivole. Elle n'ignore pas les vices, les crimes, les erreurs, les préjugés, les égoïsmes de tout ordre, égoïsme des individus, égoïsme des castes, égoïsme des partis, égoïsme des classes, qui appesantissent la marche de l'homme, et absorbent souvent le cours du fleuve en un tourbillon trouble et sanglant. Elle sait que les forces bonnes, les forces de sagesse, de lumière, de justice, ne peuvent se

passer du secours du temps, et que la nuit de la servitude et de l'ignorance n'est pas dissipée par une illumination soudaine et totale, mais atténuée seulement par une lente série d'aurores incertaines.

Oui, les hommes qui ont confiance en l'homme savent cela. Ils sont résignés d'avance à ne voir qu'une réalisation incomplète de leur vaste idéal, qui lui-même sera dépassé ; ou plutôt ils se félicitent que toutes les possibilités humaines ne se manifestent point dans les limites étroites de leur vie. Ils sont pleins d'une sympathie déferente et douloureuse pour ceux qui ayant été brutalisés par l'expérience immédiate ont conçu des pensées amères, pour ceux dont la vie a coïncidé avec des époques de servitude, d'abaissement et de réaction, et qui, sous le noir nuage immobile, ont pu croire que le jour ne se lèverait plus. Mais eux-mêmes se gardent bien d'inscrire définitivement au passif de l'humanité qui dure les mécomptes des générations qui passent. Et ils affirment, avec une certitude qui ne fléchit pas, qu'il vaut la peine de penser et d'agir, que l'effort humain vers la clarté et le droit n'est jamais perdu. L'histoire enseigne aux hommes la difficulté des grandes tâches et la lenteur des accomplissements, mais elle justifie l'invincible espoir.

Dans notre France moderne, qu'est-ce donc que la République ? C'est un grand acte de confiance. Instituer la République, c'est proclamer que des millions d'hommes sauront tracer eux-mêmes la règle commune de leur action, qu'ils sauront concilier la liberté et la loi, le mouvement et l'ordre, qu'ils sauront se combattre sans se déchirer, que leurs divisions n'iront pas jusqu'à une

fureur chronique de guerre civile, et qu'ils ne chercheront jamais dans une dictature passagère une trêve funeste et un lâche repos. Instituer la République, c'est proclamer que les citoyens des grandes nations modernes, obligés de suffire par un travail constant aux nécessités de la vie privée et domestique, auront cependant assez de temps et de liberté d'esprit pour s'occuper de la chose commune. Et si cette République surgit dans un monde monarchique encore, c'est assurer qu'elle s'adaptera aux conditions compliquées de la vie internationale, sans entreprendre sur l'évolution plus lente des autres peuples, mais sans rien abandonner de sa fierté juste et sans atténuer l'éclat de son principe.

Oui, la République est un grand acte de confiance et un grand acte d'audace. L'invention en était si audacieuse, si paradoxale, que même les hommes hardis qui, il y a cent dix ans, ont révolutionné le monde, en écartèrent d'abord l'idée. Les constituants de 1789 et de 1791, même les législateurs de 1792 croyaient que la monarchie traditionnelle était l'enveloppe nécessaire de la société nouvelle. Ils ne renoncèrent à cet abri que sous les coups répétés de la trahison royale. Et quand enfin ils eurent déraciné la royauté, la République leur apparut moins comme un système prédestiné que comme le seul moyen de combler le vide laissé par la monarchie. Bientôt cependant, et après quelques heures d'étonnement et presque d'inquiétude, ils l'adoptèrent de toute leur pensée et de tout leur cœur. Ils résumèrent, ils confondirent en elle toute la Révolution. Et ils ne cherchèrent point à se donner le change. Ils ne cherchèrent point à se

rassurer par l'exemple des républiques antiques ou des républiques helvétiques et italiennes. Ils virent bien qu'ils créaient une œuvre, nouvelle, audacieuse et sans précédent. Ce n'était point l'oligarchique liberté des républiques de la Grèce, morcelées, minuscules et appuyées sur le travail servile. Ce n'était point le privilège superbe de servir la République romaine, haute citadelle d'où une aristocratie conquérante dominait le monde, communiquant avec lui par une hiérarchie de droits incomplets et décroissants qui descendait jusqu'au néant du droit, par un escalier aux marches toujours plus dégradées et plus sombres, qui se perdait enfin dans l'abjection de l'esclavage, limite obscure de la vie touchant à la nuit souterraine. Ce n'était pas le patriciat marchand de Venise et de Gênes. Non, c'était la République d'un grand peuple où il n'y avait que des citoyens et où tous les citoyens étaient égaux. C'était la République de la démocratie et du suffrage universel. C'était une nouveauté magnifique et émouvante.

Les hommes de la Révolution en avaient conscience. Et lorsque, dans la fête du 10 août 1793, ils célébrèrent cette Constitution, qui pour la première fois depuis l'origine de l'histoire organisait la souveraineté nationale et la souveraineté de tous, lorsque artisans et ouvriers, forgerons, menuisiers, travailleurs des champs défilèrent dans le cortège, mêlés aux magistrats du peuple et ayant pour enseignes leurs outils, le président de la Convention put dire que c'était un jour qui ne ressemblait à aucun autre jour, le plus beau depuis que le soleil était suspendu dans l'immensité de l'espace.

Toutes les volontés se haussaient pour être à la mesure de cette nouveauté héroïque. C'est pour elle que ces hommes combattirent et moururent. C'est en son nom qu'ils refoulèrent les rois de l'Europe. C'est en son nom qu'ils se décimèrent. Et ils concentrèrent en elle une vie si ardente et si terrible, ils produisirent par elle tant d'actes et tant de pensées, qu'on put croire que cette République toute neuve, sans modèle comme sans tradition, avait acquis en quelques années la force et la substance des siècles. Et pourtant que de vicissitudes et d'épreuves avant que cette République que les hommes de la Révolution avaient crue impérissable soit fondée enfin sur notre sol. Non seulement après quelques années d'orage elle est vaincue, mais il semble qu'elle s'efface à jamais et de l'histoire et de la mémoire même des hommes. Elle est bafouée, outragée ; plus que cela, elle est oubliée. Pendant un demi-siècle, sauf quelques cœurs profonds qui gardaient le souvenir et l'espérance, les hommes la renient ou même l'ignorent. Les tenants de l'Ancien Régime ne parlent d'elle que pour en faire honte à la Révolution : « Voilà où a conduit le délire révolutionnaire. » Et parmi ceux qui font profession de défendre le monde moderne, de continuer la tradition de la Révolution, la plupart désavouent la République et la démocratie. On dirait qu'ils ne se souviennent même plus. Guizot s'écrie : « Le suffrage universel n'aura jamais son jour. » Comme s'il n'avait pas eu déjà ses grands jours d'histoire, comme si la Convention n'était pas sortie de lui. Thiers, quand il raconte la révolution du 10 août, néglige de dire qu'elle proclama

le suffrage universel, comme si c'était là un accident sans importance et une bizarrerie d'un jour. République, suffrage universel, démocratie, ce fut, à en croire les sages, le songe fiévreux des hommes de la Révolution. Leur œuvre est restée, mais leur fièvre est éteinte et le monde moderne qu'ils ont fondé, s'il est tenu de continuer leur œuvre, n'est pas tenu de continuer leur délire. Et la brusque résurrection de la République, reparaissant en 1848 pour s'évanouir en 1851, semblait en effet la brève rechute dans un cauchemar bientôt dissipé.